

# Un discours européen qui en annonce d'autres

UE Emmanuel Macron promet des idées de relance pour les prochaines semaines

- Le président français a lancé la saison des discours sur la relance européenne.
- Celui de Jean-Claude Juncker à Strasbourg, mercredi prochain, devrait être plus concret.

Le timing n'était pas idéal, mais le lieu était si parfait... Depuis au moins deux ans, tout le monde savait qu'il fallait attendre le résultat des élections législatives allemandes, après les présidentielles françaises, pour qu'un moteur franco-allemand reboosté puisse enfin lancer les travaux sur une relance, voire une réforme de l'Union européenne. Mais à 17 jours de l'échéance électorale allemande, l'occasion d'un déplacement à Athènes, berceau de la démocratie, était quand même trop belle pour que le nouveau président français, élu au son de l'Hymne à la joie, n'en profite pour faire ce que la presse hexagonale annonçait déjà comme un « grand discours européen ». Rien qu'avec ce ramdam et l'Acropole comme dessinée pour mieux lui servir de fond, l'objec-

tif médiatique était gagné d'avance pour le président français, dont l'annonce principale a été... d'annoncer que « la France ferait savoir dans les prochaines semaines ce qu'elle pense et ce qu'elle veut » pour l'Europe, avec une « feuille de route ». (Un terme qui ne tranche pas vraiment avec le jargon diplomatico-technocratique habituel européen.)

Ce qui n'empêchait pas quelques accents notables. Introduit par le Premier ministre grec Alexis Tsipras, sur la colline de la Pnyx, c'est d'un regard critique sur la crise grecque qu'est parti Emmanuel Macron, en constatant que ce fut « un échec

pour l'Europe », et qu'il faut « commencer par une critique sans concession de ces dernières années », avant de « trouver la force de refonder l'Europe ». Le président est revenu avec une proposition de sa campagne : que « d'ici la fin de l'année » on puisse « fixer une méthode et des objectifs », que l'on soumettrait ensuite aux peuples européens au travers de « conventions démocratiques ». Ceci pour sortir du « dilemme infantile », entre les référendums exploités par les populistes et la crainte des européens de consulter les peuples. Car Macron se refuse à laisser « la souveraineté à ceux qu'on appelle les souverai-

nistes », sinon qu'il plaide pour la « souveraineté européenne qui défend et protège les peuples ». Dans un long développement sur la culture, qui serait ce qui unit le plus les Européens, le jeune président a tout de même lancé une idée : organiser l'an prochain des « assises du patrimoine » à Athènes.

Pour la zone euro, Emmanuel Macron a répété des souhaits déjà connus, partiellement même soutenus par l'actuelle et quasi certaine prochaine chancelière allemande Angela Merkel : un budget propre, et un ministre des finances responsable devant un parlement de l'eurozone. Tous sujets qui figureront en

bonne place dans un autre discours sur l'avenir de l'Europe, très attendu celui-là et fixé de longue date : le « discours sur l'État de l'Union européenne »

« Il faut commencer par une critique sans concession de ces dernières années »

EMMANUEL MACRON

que prononcera traditionnellement le président de la Commission européenne lors de la session de septembre du Parlement européen, mercredi prochain. Un « Soteu » - cet acronyme anglais ! - qui clôturera le cycle d'une réflexion de plusieurs mois lancée par Jean-Claude Juncker en mars dernier avec la publication d'un Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Celui-ci contenait cinq scénarios graduels sur une relance de l'UE, et M. Juncker avait annoncé qu'il livrerait sa vision personnelle de cet avenir, son « sixième scénario », dans son discours de la semaine prochaine.

Selon une source fiable qui l'a confié au *Soir*, ce sera le plus important « Soteu » de la présidence Juncker. Le prochain, en 2018, sera déjà celui de sa sortie de scène. Quant à cette année, le patron de la Commission profitera de ce qu'aucune nouvelle crise ne perturbe l'atmosphère, mais aussi de la dernière fenêtre d'opportunité avant que le moteur franco-allemand, à qui il prête un bel avenir, ne démarre en trombe dès après la réélection attendue d'Angela Merkel. Le Luxembourgeois devrait, nous dit-on, présenter une vision de l'Europe future qui ne sera pas académique, mais contiendra du concret et du pratique... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## ÉLARGISSEMENT

### Merkel isolée sur la Turquie

Le président français Emmanuel Macron a plaidé pour « éviter les ruptures » entre l'UE et la Turquie, « partenaire essentiel dans de nom-

breuses crises que nous affrontons ensemble (...) le défi migratoire ou la menace terroriste notamment ». La proposition d'Angela Merkel d'arrêter les négociations d'adhésion avec la Turquie a aussi été accueillie par un « non » poli de la plupart de ses 27 partenaires de l'UE

qui veulent « éviter les ruptures » avec Ankara. « Non, non, non », a répondu le chef de la diplomatie lituanienne comme on lui demandait, à son arrivée à une réunion de l'UE à Tallinn, s'il fallait interrompre ces pourparlers. « Pour parler franchement, en coupant (les liens), on ne fera

pas une bonne affaire », a insisté Linas Linkevicius. Hormis l'Autriche, qui appelle depuis plus d'un an à cesser ces pourparlers, les Européens ne sont pas franchement enthousiastes, car la Turquie reste un pilier de l'Otan. (afp)